

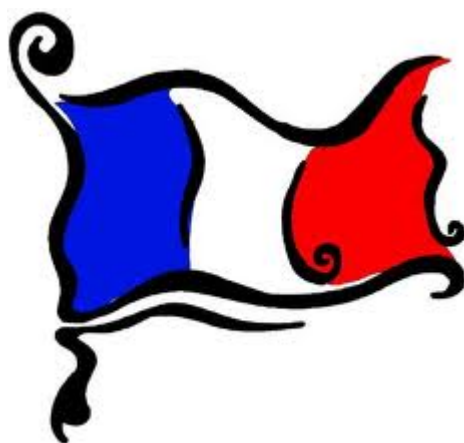


Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article658>

Enseigner en anglais dans l'université, c'est priver le français de son droit de cité

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 25 février 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Ci-dessous un texte que nous a adressé Albert Salon, docteur d'État ès lettres, ancien ambassadeur, président d'Avenir de la langue française.

Une forte demande de France et de langue française existe toujours dans le monde, voire se développe dans certains endroits, où l'on sent un besoin de respirer un air plus libre et plus humain que celui qui est empesté par la domination exclusive de l'argent-roi ou par le néo-fascisme des fanatiques.

Mais nos élites françaises n'en sont pas impressionnées. Leurs esprits restent formatés et englués dans la vassalisation à l'égard de l'empire anglo-saxon-germain, dont ils ne veulent pas voir le déclin, avant l'effondrement, à terme peut-être encore éloigné, mais inéluctable.

Beaucoup appartiennent à un ou plusieurs des hauts lieux de l'oligarchie mondialiste vouée au maintien convulsif et crispé de l'hégémonie de cet empire : "Trilatérale", "Bilderberg", "French-American Foundation", "Club Le siècle", et ébrouée dans les délices de Davos.

Le travail mené chez nous et en Europe, depuis des décennies, par ces organismes discrets et protégés - travail de sape acharné, de moins en moins discret - de tous ces puissants voués à la destruction de nos nations continentales européennes non germaniques, produit aujourd'hui ses effets.

Toutes les associations de défense et de promotion de la langue française* savent depuis des années que l'empire anglo-saxon-germain et l'oligarchie mondialiste veulent effacer ce que notre civilisation française en France - et francophone un peu partout dans le monde - représente encore, dans tant de domaines politiques, économiques, culturels, et proprement linguistiques, comme obstacles à leur hégémonie. Ils savent que "déconstruire" la France c'est d'abord abaisser et détricoter notre langue, composante essentielle de la personnalité nationale, et lien de la Francophonie organisée.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la finance impériale mondialiste est très brillamment soutenue en France par nos "collabos de la pub et du fric", selon Michel Serres qui les dénonce avec vigueur. Jusqu'à des dirigeants dans les "partis de gouvernement" conspirent pour nous faire passer à l'anglo-américain. Le linguiste Claude Hagège, du Collège de France, proclame que, face à l'empire, "Nous sommes en guerre !". Il stigmatise ces "amis-ennemis" dans *Contre la pensée unique* (Odile Jacob, Paris 2012). Jean-Pierre Chevènement les cloue au pilori. Un ancien ministre des affaires étrangères d'un gouvernement socialiste soutient notre résistance.

Car, dès 1994, les mondialistes - gauche, droite, centre - ont réussi à édulcorer la "loi Toubon" du 4/8/1994. Ce qui en a subsisté restait condamnable à leurs yeux.

Dans le domaine particulièrement stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche, ils n'ont pas réussi à faire abroger les dispositions pertinentes de cette loi, votée à une très large majorité dans le sillage de l'alinéa introduit en 1992 dans notre Constitution : "La langue de la République est le français".

Mais ils viennent de trouver un moyen, discret et apparemment légal, d'édenter la loi : par une très large extension des exceptions au principe du "français (...) langue de l'enseignement, des examens et des concours".

Il est navrant de constater que leur moyen est un texte présenté par l'actuel gouvernement.

En effet, l'avant-projet de loi de Mme Fioraso, portant réforme de l'enseignement supérieur, contient cette large extension. S'il était voté, il abrogerait en fait la loi Toubon.

Laisser filer notre enseignement supérieur à l'anglais, après avoir laissé filer les brevets européens sous le gouvernement précédent, serait opérer le principal basculement de la France dans la sphère impériale mondialiste, et abandonner ce qui fait sa personnalité, la force de la République, l'unité de la Nation, son rayonnement extérieur et la construction mondiale de la Francophonie.

Faire voter ce texte, qui donnerait au monde pour le français, la France et la Francophonie, un signal très clair de basculement de l'être vers le non-être, serait une redoutable forfaiture.

Il est d'ailleurs piquant de constater que les mondialistes parviendraient ainsi - on les imagine ricanant sous cape - à ce que ce nouveau gouvernement, cette majorité - si hostile dans ses discours à la finance mondialiste - couronnât par une loi les efforts du gouvernement de M. Sarkozy, dont ils cherchent à se démarquer dans tant d'autres domaines.

Ce gouvernement réaliserait les rêves américains des Valérie Pécresse, Richard Descoings, Pierre Tapie, "lauréats" de la "Carpette anglaise", pour mieux inféoder la France à l'empire.

Une question éminemment politique de "l'être ou ne pas être" devient ainsi également une petite question politicienne propre à rider l'eau stagnante et nauséabonde du marécage...

Un referendum sur le français étant exclu sous ce régime, tant les réponses du peuple de France sont redoutées, il reste, pour une valorisation politique de la vox populi, la campagne lancée en commun par le Forum pour la France et par nos associations de promotion du français et de la Francophonie : "Communes de France pour la langue française".

Notre campagne vise à rassembler assez de votes par des conseils municipaux de notre manifeste franco-québécois pour le français pour équivaloir, avant les élections municipales de 2014, à un referendum d'initiative populaire.

Pour vous y associer activement auprès de maires proches de vous, reportez-vous au présent site, ou demandez tous documents pertinents au siège d'Avenir de la langue française : 34 bis, rue de Picpus, 75012, tel 01 43 40 16 51.

Vous contribuerez ainsi à sauver l'honneur, et peut-être le pays !

Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres, ancien ambassadeur, président d'Avenir de la langue française.

*Elles agissent ensemble. Les actions de 2012 ont réuni jusqu'à 40 associations françaises et québécoises.

A Paris, le 1er février 2013.